

Afghanistan et en Asie du Sud-Est, rendent plus urgente encore la nécessité d'adopter une convention sur ces armes.

La négociation d'une convention sur les armes chimiques est importante pour quatre raisons, à savoir qu'une telle convention constituerait:

- un traité de désarmement et non simplement une mesure de contrôle des armements;
- un traité efficace de non-prolifération;
- un traité global, qui interdirait la mise au point, la fabrication, le stockage et le transfert des armes chimiques, qui prévoirait la destruction des parcs et des usines de fabrication, ainsi qu'une vérification appropriée;
- un traité-loi d'une portée considérable sur le plan juridique.

Tous les participants à la Conférence sur le désarmement (CD) s'accordent à reconnaître la nécessité de conclure d'urgence un traité. Néanmoins, les nombreux problèmes et divergences d'opinion qui existent encore sur des questions fondamentales comme la destruction des parcs d'armes chimiques existants, la destruction des usines de fabrication d'armes et les dispositions relatives à la vérification, ont considérablement ralenti les négociations en vue de la conclusion d'une convention sur les armes chimiques.

Sous la direction de son président canadien, le Groupe de travail spécial sur les armes chimiques a, en 1983, accompli d'importants progrès dans la voie de l'identification des questions particulières qui pourraient faire l'objet d'une entente et former la base d'une convention sur les armes chimiques. En avril 1984, les États-Unis ont présenté un projet de traité interdisant les armes chimiques. Le Canada a salué cette initiative. Depuis lors, les travaux se sont poursuivis, mais les progrès ont été lents et il reste plusieurs questions difficiles à résoudre.

Le Canada s'efforce également de surmonter les importants problèmes politiques et techniques qui s'opposent à une interdiction complète des essais, parmi lesquels et non le moindre, celui de la vérification d'un traité éventuel. À cet égard, lors de la Conférence sur le désarmement, le Canada a mis son expertise au service du Groupe spécial d'experts sismologues pour essayer de surmonter certains problèmes relatifs à la vérification d'une interdiction complète des essais. Par exemple, nous avons l'an dernier participé avec 40 nations à un Échange international